

Om. Gr (scan)
FB Vu
clt

REPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA MEUSE

D. R. I. R. E.
RÉGION LORRAINE

8 - JAN. 2007

M E T Z

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

D.R.I.R.E.

Arrêté n°2006-3535

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Le PRÉFET de la MEUSE,

- Vu** le titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement;
- Vu** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application et notamment son article 18 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
- Vu** l'arrêté préfectoral n°89-1994 du 19 mai 1989 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°92-2114 du 21 mai 1992, autorisant la société CHAMPAGNE CEREALES à exploiter sur le territoire de la commune GONDRECOURT_LE_CHATEAU un établissement de stockage de céréales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2004-1599 demandant à la société CHAMPAGNE CEREALES de compléter son étude de dangers conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé et de l'adresser au Préfet avant le 30 septembre 2005 ;
- Vu** la circulaire du 20 février 2004 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;
- Vu** le complément d'étude de dangers transmis en préfecture le 30 novembre 2004 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 octobre 2006;
- Vu** l'avis du 16 novembre 2006 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

Considérant que les installations de stockage de céréales implantées à GONDRECOURT_LE_CHATEAU et exploitées par la société Champagne Céréales figurent sur la liste des silos sensibles établie par le MEDD du fait des risques particuliers qu'elles engendrent ;

Considérant la présence du bureau administratif à moins de 25 m de la tour du silo vertical béton et les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004;

Considérant que l'étude de dangers du 29 avril 2003 et les compléments apportés dans le dossier du 30 novembre 2004 ne permettent ni de justifier de toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, ni de répondre aux obligations de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 (analyse de risques en probabilité, cinétique et gravité);

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

ARRETE

Article 1: La société CHAMPAGNE CEREALES dont le siège social est au 2, rue Clément Ader 51 685 REIMS Cedex 2 est tenue de compléter l'étude de dangers pour son installation de stockage de céréales (silo vertical béton) sise sur le territoire de la commune de GONDRECOURT_LE_CHATEAU, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, conformément à l'article 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

L'étude de dangers sera notamment complétée par les éléments suivants :

- La cotation de la grille de criticité de l'analyse des risques doit être réalisée conformément à l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
- Les effets sur l'environnement des phénomènes dangereux étudiés doivent être modélisés.
Les zones à effets létaux significatifs, à effets létaux et à effets irréversibles sur la vie humaine seront évaluées et cartographiées conformément aux valeurs de références fixées par l'annexe 2 de l'arrêté du 29 septembre 2005 à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Le nouveau système d'aspiration fera l'objet d'une analyse de risque et de la mise à jour de l'étude de dangers notamment pour évaluer les risques potentiels d'une explosion du système d'aspiration et afin de démontrer qu'en cas d'explosion un retour de pression ne peut avoir lieu dans la tour via les canalisations de l'aspiration.

Article 2 : L'exploitant fera réaliser par un tiers expert compétent et autonome une analyse critique de l'étude de dangers complétée, incluant en particulier l'appréciation de l'exhaustivité des phénomènes dangereux étudiés et des conséquences pouvant impacter le personnel des bureaux administratifs et l'établissement CHEVAL.

La tierce expertise débutera par une réunion d'ouverture à laquelle participera l'exploitant, l'inspection des installations classées, l'organisme chargé de la tierce expertise et le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Le délai relatif à la remise de la tierce expertise au préfet sera fixé lors de la réunion d'ouverture.

L'exploitant devra organiser la réunion d'ouverture dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage pour les tiers.

Article 6 :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gondrecourt le Château et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 7 :

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Maire de GONDRECOURT LE CHATEAU,
- le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine,
- l'Inspecteur des installations classées (Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie conforme sera adressée :

* à titre de notification à :

- M. le Directeur de la Coopérative Agricole CHAMPAGNE CEREALES – 2, rue Clément Ader – BP 1017 51685 REIMS Cedex.

* à titre d'information aux :

- Sous-Préfet de COMMERCY
- Directeur Régional de l'Environnement,
- Directeur Départemental de l'Équipement,
- Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile.

BAR LE DUC, le 28 DEC. 2006
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Th. Campeaux

Thomas CAMPEAUX

Pour copie conforme
Le chef de bureau délégué,

M. Gand

Marie-José GAND